

Virginie Maris: «Créer des territoires plus autonomes, plus résilients»

PAR AMÉLIE POINSSOT
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 24 AVRIL 2020



Virginie Maris invitée sur le plateau de Mediapart en novembre 2018. © Mediapart

Dans un entretien à Mediapart, la philosophe Virginie Maris appelle à une position d'humilité face à la nature et invite à « *démondialiser* » nos modes de vie. L'horizon politique de l'après-Covid doit s'articuler autour du développement de territoires autonomes, résilients et solidaires.

Mettre en réserve des espaces de nature sauvage, s'affranchir du désir de contrôle : telles sont quelques-unes des pistes que prônait Virginie Maris dans **un ouvrage paru l'an dernier** aux éditions du Seuil, *La Part sauvage du monde*. Cette philosophe au CNRS rattachée au centre d'écologie fonctionnelle et évolutive de Montpellier écrivait notamment : « *Une nature libre, autonome, foisonnante, c'est l'horizon que l'on pourrait viser lorsqu'on considère nos responsabilités mais aussi nos désirs et nos rêves vis-à-vis du monde naturel. Cette nature-là ne nous offrira pas un miroir avantageux de nous-mêmes, elle ne nous rendra que peu service. Nous nous y sentirons vulnérables, et, malvenus peut-être. Mais pourquoi faudrait-il que l'on soit partout chez soi, que nos champs, nos bêtes et nos usines remplissent tout l'espace ?* »

Comment la réflexion de la philosophe se réoriente-t-elle à l'aune de la crise provoquée par le Covid ? Entretien.

Pour quelqu'un comme vous qui travaillez sur les notions de biodiversité et de nature sauvage depuis longtemps, l'épidémie de Covid-19 fait-elle apparaître quelque chose de nouveau ?

Virginie Maris : Une épidémie catastrophique comme celle-là n'est pas surprenante. Je m'attendais davantage à ce que cela passe par l'intermédiaire des animaux d'élevage, comme ce fut le cas lors d'épidémies précédentes.



Cela nous interpelle quant à notre rapport à la nature, selon deux directions qui sont en tension l'une avec l'autre.

La première converge avec ce que j'essaye de défendre dans mon dernier livre : il importe de maintenir une certaine distance entre des sociétés humaines – particulièrement les nôtres, industrielles, urbaines et denses – et la nature sauvage. Peut-être sera-t-il un jour possible de penser une cohabitation paisible entre les humains et les espèces sauvages. Il faudrait pour cela une population beaucoup moins nombreuse, des modes de vie moins destructeurs pour l'environnement, un rapport complètement différent à la consommation...

Mais aujourd'hui, nous n'avons pas d'autre choix que nous autolimiter spatialement et de réserver des espaces à la vie sauvage. Des espaces qui soient les territoires souverains de tout un cortège d'espèces avec lesquelles nous n'avons pas co-évolué, et qui portent elles-mêmes tout un cortège de pathogènes contre lesquels nous ne sommes pas immunisés.

L'autre impression qui surgit face à ce virus et à sa propagation, c'est que les humains font complètement partie de la nature et de la chaîne du vivant. Ils sont soumis aux mêmes pressions que les autres, se retrouvent aussi vulnérables et démunis que n'importe quel autre vivant. Cette précarité de la vie humaine, sans cesse niée par l'arrogance technique et la foi totalement illusoire dans la supériorité de l'humain sur la nature, apparaît aujourd'hui dans toute sa nudité.

Dans cette tension se dessine la spécificité humaine : c'est parce que nous ne sommes absolument pas prêts à tolérer des niveaux de mortalité qui peuvent être banals pour d'autres espèces que nous devons nous restreindre.

Dans votre livre *La Part sauvage du monde*, vous évoquez les théories de domestication et d'instrumentalisation de la nature qui aboutissent à une méconnaissance et une invisibilisation de cette même nature... Le coronavirus n'est-il pas en train de faire voler en éclats ces théories ?

En effet, le virus poursuit sa trajectoire de virus, il utilise les hôtes qui lui sont disponibles, sans aucun dessein ni aucune intentionnalité. D'aucuns imaginent que **la nature se rebelle**, qu'elle se venge... mais non : le virus vit sa vie de virus, le pangolin vit sa vie de pangolin. La part sauvage du monde, son indifférence aux desseins de l'humanité, apparaît là de façon brutale.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Cela devrait nous inviter à adopter une posture beaucoup plus humble sur la question de notre place dans le monde vivant. Les plus grandes puissances industrielles, les plus hauts niveaux d'intelligence et d'ingénierie humaine en termes de mobilité, de médecine, de production se trouvent complètement paralysés face à quelque chose d'aussi infime qu'un virus.

Vous évoquez également dans votre livre les différentes mutations dans notre rapport à la nature : le Moyen Âge et le fatalisme, le romantisme et la sublimation de la nature, puis l'âge moderne et le rapport dévastateur de l'homme au monde. Est-ce que cette épidémie nous fait entrer dans une nouvelle mutation, qui serait le rapport inversé de la domination de l'homme sur la nature ?

Pour l'instant, dans ce qui se dit de ce qui nous arrive, toutes ces modalités se font écho. On entend chez certains la crainte et l'effroi face au caractère cruel et aveugle de la nature, de la même manière qu'on a pu l'expérimenter au Moyen Âge lors des grands épisodes de peste ou les éruptions volcaniques. On y cherchait

à l'époque une explication divine, que l'on recycle aujourd'hui avec l'idée de châtiment ou de vengeance d'une nature que nous aurions malmenée.

La fascination romantique est moins évidente mais elle s'exprime également dans une forme d'exaltation de la solitude et du rapport retrouvé avec l'harmonie de la nature imposée par le confinement.

Quant au désir de dominer et d'asservir, il est omniprésent. Il s'exprime quotidiennement dans l'espoir d'une gestion politico-technique de la crise et dans les modèles tous plus improbables les uns que les autres de « contrôle » du virus.

Une nouvelle modalité est-elle en train d'émerger ? Il est encore tôt pour le dire, mais une piste intéressante est tracée par le philosophe Baptiste Morizot qui vient de publier *Manières d'être vivant. Enquêtes sur la vie à travers nous*. La situation actuelle nous oblige à prendre conscience de l'inévitable recomposition permanente de ce que nous sommes, comme individus et comme groupe humain, au contact des non-humains.

Ce virus, inconnu jusqu'alors, va progressivement entrer en nous et nous transformer. Il a déjà été tellement médiatisé, il a déjà tellement affecté nos vies, nos corps, notre intimité et notre façon de faire société, qu'il rend visible ce processus de recomposition évolutive et écologique entre différentes espèces qui se rencontrent et qui n'ont pas d'autre choix que d'apprendre à vivre ensemble. Cela n'a rien de nouveau : c'est l'histoire de la vie sur Terre. Mais soudain, chacune et chacun s'en rend compte, on en parle dans les journaux et la société tout entière devient experte en épidémiologie. Le virus va peut-être réussir là où des décennies d'enseignement des sciences de la vie ont échoué : faire comprendre cette hybridation permanente des corps humains avec les corps non humains qui les entourent. Voilà peut-être de quoi alimenter une modalité nouvelle de notre relation à la nature.

Une meilleure connaissance des phénomènes environnementaux, comme c'est le cas aujourd'hui avec toutes les études scientifiques et les informations qui circulent, favorise-t-elle une prise de conscience politique ?

L'émergence du virus est le résultat d'une chaîne causale complexe dont les premiers maillons sont la **destruction des écosystèmes**, la surexploitation des espèces, la réduction de la biodiversité. Mais ce qui fait une pandémie et génère la situation actuelle de confinement, c'est surtout l'intensité de la circulation des humains à travers le globe, la précarité des services hospitaliers, le manque de confiance des citoyens envers les décideurs...

Ce serait une grande erreur d'oublier le rôle de la destruction des milieux naturels dans cette crise et il n'y a aucune raison pour que ce genre de maladie ne se reproduise pas, et ne se reproduise pas fréquemment. De plus en plus de travaux montrent que la diversité du vivant est une bonne assurance contre la virulence des pathogènes : elle permet de « diluer » les virus dans un grand nombre d'espèces hôtes, et plus il y a d'hôtes possibles, moins les risques de transmission vers l'humain sont grands. Il est également important d'avoir de la diversité au sein des pathogènes eux-mêmes, car plus les pathogènes sont variés, plus ils se font de concurrence entre eux et se limitent mutuellement. Enfin, la diversité est importante à l'intérieur des espèces, car elle diversifie les réponses des organismes aux maladies. Aujourd'hui, l'homogénéité génétique des espèces domestiques dans l'élevage industriel est une bombe à retardement.

La biodiversité est donc une bonne assurance contre les effets catastrophiques de certains pathogènes. Mais je ne crois pas que cette conscience accrue de l'importance de la biodiversité pour la santé humaine suffise à prendre les mesures qui seraient aujourd'hui nécessaires pour enrayer l'effondrement de la diversité du vivant. Ce qui est peut-être plus susceptible d'avoir un effet en termes de prise de conscience écologique, c'est l'évidence soudaine qu'il faut relocaliser la production – alimentaire mais pas seulement – et

« démondialiser » progressivement nos modes de vie. Ce qui apparaît évident, c'est que pour anticiper les crises à venir nous devons créer des territoires plus autonomes, plus résilients. Or, indirectement, cela aurait un effet bénéfique sur les milieux naturels, y compris dans des régions lointaines.

La possibilité de pénuries alimentaires, l'incapacité de l'agriculture conventionnelle à assurer une saison normale sans recours à **une main-d'œuvre étrangère sous-payée** et corvéable à merci, donnent la preuve que le modèle agro-industriel est intenable. C'est un signal fort, qui me semble plus parlant et plus mobilisateur politiquement que l'origine lointaine d'une maladie due à la déforestation, sur laquelle nous alertons depuis trente ans.

Concrètement, que faut-il faire pour un « après » désirable ?

Ce qui reste à inventer, selon moi, ressemble à un enchevêtrement d'autonomie à l'échelle des territoires et de solidarité entre les territoires et entre les communautés. C'est à cette échelle qu'il faut repenser production alimentaire et production des biens nécessaires à une vie bonne. **Agnès Sinaï** parle de « biorégions » : c'est un projet urgent et réaliste, un horizon politique que nous pouvons enclencher dès le mois de mai. Lorsqu'on raccourcit et qu'on simplifie les réseaux de production, d'échange et de consommation, non seulement la pression sur la nature est bien moindre, mais cela contribue directement à notre bien-être et à notre épanouissement.

Depuis le début du confinement, les petits producteurs ont démontré, dans l'urgence et de façon parfois anarchique, une impressionnante capacité d'auto-organisation, de mise en réseaux, de **développement decircuits de vente directe**. J'espère que cela va laisser des traces dans l'« après »...

Alors que les champs des grands céréaliers, les productions industrielles de melons, les tomates à ketchup vont pourrir dans les champs en l'espace de quelques semaines, nombre d'entre nous ont réussi à s'organiser pour obtenir l'essentiel de ce dont nous

avons besoin en dehors de la grande distribution et malgré l'interdiction des marchés. Je trouve ça très enthousiasmant.

Auto-organisation, autogestion, émergence de systèmes à taille humaine : voilà les ingrédients de la résilience qui nous sera vitale pour faire face aux nombreux risques climatiques, écologiques et sanitaires qui nous attendent. Pour inventer cela, il faut aller contre la folie autoritaire et centralisatrice de l'État, se débrouiller en marge de lui et peut-être même contre lui. Évidemment, ça serait beaucoup plus facile et efficace si les pouvoirs publics accompagnaient cette transition...

Ne faut-il pas également travailler à renforcer les liens entre approche médicale et approche environnementale ? Une vision holistique des choses ne nous permettrait-elle pas de mieux affronter la suite ?

Oui, il y a plusieurs initiatives en ce sens, dont le programme « *One Health* » [une santé – ndlr] promu par les Nations unies qui vise à refonder la santé publique et la médecine humaine sur la conscience aiguë des interdépendances entre santé humaine, santé écosystémique et santé animale. Elles ont permis de mettre en évidence les grands risques sanitaires liés à l'élevage intensif et la nécessité de penser la santé non pas à l'échelle de l'organisme humain mais à celle de la communauté biotique dans son ensemble, c'est-à-dire les êtres humains, les animaux domestiques, les espèces sauvages et les écosystèmes. Les travaux sur le microbiote vont également dans ce sens : penser le corps humain comme un écosystème et pas simplement comme une instance matérielle unifiée de l'individu.

Mais la marge de progrès est immense ! On prête encore trop peu d'attention aux facteurs environnementaux qui affectent la santé humaine. On est dans une sorte de pathologie réductionniste qui fait de la bonne santé une affaire strictement humaine ne

dépendant que marginalement de l'écosystème et de la communauté dans laquelle on vit. Le peu d'attention portée à l'impact des pesticides, **de la pollution** et des maladies émergentes dans les politiques de santé est incompréhensible.

Pour anticiper les grands défis sanitaires à venir, il faut élargir la conception de la santé aux interactions entre les populations humaines et leurs milieux. Face à l'inaction coupable des décideurs en termes de lutte contre le réchauffement climatique, d'interdiction des **phytosanitaires toxiques**, de réduction de la pollution, la radicalité de la prise en charge de la pandémie actuelle est surprenante. Si l'on est capable de faire tout ça pour sauver des vies et si c'est vraiment le nombre de vies qui compte, que ne le faisons-nous pas dès maintenant pour nous attaquer à ces causes de grande mortalité que l'on connaît et qui ne vont cesser d'empirer dans les années à venir ?

Boîte noire



La pandémie de coronavirus a créé une césure. La suspension du temps, l'hibernation de l'économie marchande, la présence permanente de la maladie et de la mort, le retour des distances... Tout cela va changer durablement le monde tel qu'on le connaissait jusqu'ici. Mais à quoi va ressembler le monde d'après ? Quels espoirs, quelles luttes, quels ordres politiques, sociaux, écologiques surgiront de cette pandémie ? Mediapart tente de dessiner quelques pistes pour alimenter notre réflexion commune de « l'après » à partir de cette situation inédite, par des entretiens, des articles, des témoignages...

J'ai interviewé Virginie Maris par téléphone le 20 avril. Elle a relu et reformulé quelques points avant publication.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.